



Pernod Ricard

PERNOD RICARD

Société anonyme au capital de 409 868 052 €.
Siège social : 12, place des Etats– Unis, 75783 Paris Cedex 16.
582 041 943 R.C.S. Paris.

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Semestre clos le 31 décembre 2010

Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 31 décembre 2010 et est établi conformément aux dispositions des articles L 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

SOMMAIRE

- I. Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel**
- II. Rapport semestriel d'activité**
- III. Comptes consolidés semestriels condensés**
- IV. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle**

I. Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes condensés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

A rectangular box containing a handwritten signature in black ink. The signature is stylized and appears to be 'P. Pringuet'.

Pierre Pringuet

Directeur Général

II. Rapport semestriel d'activité

EVENEMENTS DU SEMESTRE

Le 21 juillet 2010, le Groupe a cédé les marques de vin espagnol Marques de Arienzo™ et Viña Eguía™ ainsi que la Bodega et les vignobles associés pour 28 millions d'euros.

Le 31 août 2010, le Groupe a cédé les titres de la société Ambrosio Velasco, qui détient entre autres la marque Pacharan Zoco, le vin de Navarre Palacio de la Vega ainsi que des actifs associés, pour 32.4 millions d'euros.

Le 3 décembre 2010, le Groupe a cédé la marque de cognac Renault ainsi que certains stocks de produits finis pour 10 millions d'euros.

Le 22 décembre 2010, le Groupe a cédé la marque de vin néo-zélandais Lindauer™, ainsi que plusieurs marques de vin néo-zélandais des régions de Gisborne et Hawke's Bay et les stocks et actifs de production associés pour 89 millions de dollars néo-zélandais, soit environ 48 millions d'euros.

CHIFFRES CLES DE L'ACTIVITE

Au cours du premier semestre de son exercice 2010/11 (du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010), caractérisé par un environnement économique mondial en amélioration, Pernod Ricard a réalisé une très bonne performance avec :

- ✓ une forte progression du chiffre d'affaires avec une croissance interne de +7%, accélérée par un effet devises très favorable,
- ✓ une progression du taux de marge brute à 60,8% reflétant un effet mix / prix favorable et une bonne maîtrise des coûts,
- ✓ un investissement publi-promotionnel renforcé et une politique soutenue d'innovation,
- ✓ une marge opérationnelle (résultat opérationnel courant / chiffre d'affaires) qui s'établit à 28,3%, en progression de +30 pb, en dépit de l'investissement renforcé, tant au niveau des marques qu'au niveau des réseaux commerciaux,
- ✓ un résultat net courant part du Groupe qui atteint 726 M€, soit une hausse de +12% par rapport au premier semestre 2009/10. Celui-ci reflète les éléments précédents ainsi que la stabilité des frais financiers,
- ✓ un résultat net part du Groupe qui atteint 666 M€, en progression de +10% par rapport au premier semestre de l'exercice 2009/10,
- ✓ la poursuite de la réduction rapide de la dette nette qui atteint 9 720 M€ au 31 décembre 2010.

Résultat opérationnel courant

Groupe

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois	Croissance interne	
			En MEUR	En %
Chiffre d'affaires.....	3 789	4 282	272	7%
Marge brute après coûts logistiques	2 263	2 604	188	8%
Contribution après frais publi-promotionnels	1 621	1 839	117	7%
Résultat opérationnel courant.....	1 062	1 210	82	8%

Le chiffre d'affaires consolidé (hors droits et taxes) de Pernod Ricard au 1^{er} semestre 2010/11 s'élève à **4 282 M€** contre 3 789 M€ au 1^{er} semestre 2009/10, soit une progression de +13% qui résulte :

- ✓ d'une croissance interne de +7%, avec une multiplication et une diversification des moteurs de croissance, tant au niveau des marques (Martell, Jameson, The Glenlivet, Chivas, Perrier-Jouët,...) qu'au niveau des marchés. L'activité est en effet très dynamique sur les marchés émergents (Chine, Inde, Vietnam, Europe de l'Est,...) mais l'on note également une reprise progressive en Amérique du Nord et une amélioration en Europe de l'Ouest,
- ✓ d'un effet devises très favorable de +9% principalement lié à la hausse, en taux moyen, du dollar américain, mais aussi à celle de nombreuses autres devises,
- ✓ d'un effet périmètre de -3%, principalement lié aux cessions de certaines activités scandinaves et espagnoles.

La marge brute atteint 2 604 M€, en forte hausse de +15%, soit une croissance interne de +8%, un effet périmètre de -2% et un effet devises de +8%. L'amélioration sensible du taux de marge brute, qui passe de 59,7% à 60,8%, soit une hausse de 110 pb, résulte d'un effet mix/prix favorable, d'une bonne maîtrise du coût des marchandises vendues et de l'évolution favorable du cours des devises.

Les investissements publi-promotionnels progressent fortement à 765 M€ et témoignent de la volonté du Groupe de développer ses marques stratégiques sur le long terme. Ils représentent 23% du chiffre d'affaires sur les 14 marques stratégiques, avec un ciblage sur les marques premium (87% de la croissance) et sur les marchés émergents (51% de la croissance). Au total, le ratio investissements publi-promotionnels / chiffre d'affaires atteint 17,9% sur le premier semestre 2010/11, en forte progression par rapport aux 17,0% investis sur la même période de l'exercice précédent. Sur l'ensemble de l'exercice 2010/11, le Groupe entend poursuivre sa stratégie d'investissements soutenus et faire progresser ce ratio.

Au total, la contribution après frais publi-promotionnels augmente de +13% à 1 839 M€, soit une croissance interne de +7%. Elle représente 42,9% du chiffre d'affaires, en hausse de +10 pb, par rapport à l'exercice précédent, sous le double effet de l'amélioration du mix et des hausses de prix et en dépit de la forte augmentation des investissements publi-promotionnels.

Le résultat opérationnel courant progresse de +14% à 1 210 M€, soit une croissance interne de +8%, un effet devises de +9% et un effet périmètre de -3%. Le taux de marge opérationnelle s'élève à 28,3%, en hausse de 30 pb par rapport à l'exercice précédent.

Activité par zone géographique

France :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois	Croissance interne	
			En MEUR	En %
Chiffre d'affaires.....	397	415	18	5%
Marge brute après coûts logistiques	291	303	14	5%
Contribution après frais publi-promotionnels	202	201	1	0%
Résultat opérationnel courant.....	116	118	4	3%

Europe hors France :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois	Croissance interne	
			En MEUR	En %
Chiffre d'affaires.....	1 247	1 235	24	2%
Marge brute après coûts logistiques	715	722	20	3%
Contribution après frais publi-promotionnels	543	541	14	3%
Résultat opérationnel courant.....	338	328	11	4%

Amériques :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois	Croissance interne	
			En MEUR	En %
Chiffre d'affaires.....	1 000	1 151	38	4%
Marge brute après coûts logistiques	621	713	21	3%
Contribution après frais publi-promotionnels	449	513	13	3%
Résultat opérationnel courant.....	302	339	2	1%

Asie et reste du monde :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois	Croissance interne	
			En MEUR	En %
Chiffre d'affaires	1 145	1 481	191	17%
Marge brute après coûts logistiques	635	866	133	21%
Contribution après frais publi-promotionnels	426	584	90	22%
Résultat opérationnel courant.....	305	424	66	23%

- ✓ **En France**, le résultat opérationnel courant progresse de +2%, soit +3% en croissance interne, grâce aux performances commerciales des marques du Top 14 et en particuliers de Ricard, Absolut, Chivas, Mumm, Ballantine's et Havana Club.
- ✓ **En Europe hors France**, le résultat opérationnel courant recule de -3%, avec une croissance interne de +4%, mais aussi un effet périmètre négatif de -6%, principalement lié à la cession de certaines activités scandinaves et espagnoles. L'activité est en forte croissance en Europe de l'Est et en légère progression dans le reste de l'Europe avec des situations qui restent très contrastées selon les pays et les catégories.
- ✓ Le résultat opérationnel courant de la région **Amériques** progresse de +12%, avec une croissance interne limitée à +1% du fait d'investissements renforcés (publi-promotionnels et force de vente) sur les marchés prioritaires : Etats-Unis, Mexique et Brésil. La hausse du cours moyen du dollar américain sur la période génère un effet devises favorable de +13% sur le résultat opérationnel courant de la région.
- ✓ Croissance remarquable de +39% en **Asie/Reste du Monde** (croissance interne de +23%) qui résulte notamment du dynamisme de Martell en Chine, des whiskies locaux en Inde, de certains autres marchés émergents comme le Vietnam, l'Afrique et la Turquie, du rebond sur les marchés Duty Free et à Taiwan et du retour à la croissance en Corée du Sud. La croissance en Asie a été accélérée par certains effets techniques (Nouvel An Chinois célébré plus tôt en 2011, ...).

Résultat net courant part du Groupe

	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
En millions d'euros		
Résultat opérationnel courant.....	1 062	1 210
Résultat financier courant	- 246	- 243
Impôt sur les bénéfices courant.....	- 157	- 224
Résultat des activités abandonnées, intérêts des minoritaires et quote-part du résultat net des entreprises associées	- 10	- 18
Résultat net courant part du Groupe.....	648	726
Résultat net courant part du Groupe par action dilué (en euros)	2,45	2,74

Résultat financier courant part du Groupe

Le résultat financier courant est une charge nette qui reste stable à (243) M€ :

- ✓ (232) M€ correspondent aux frais financiers payés sur la dette, en hausse de (13) M€ par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les effets de la hausse du taux de change moyen du dollar américain pour (9) M€ et de l'impact net de l'émission obligataire de mars 2010 pour (15) M€ ont été partiellement compensés par l'effet de la réduction de la dette pour +8 M€,
- ✓ (11) M€ correspondent aux autres produits et charges financiers courants. Ils sont en baisse de +16M€ par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, principalement du fait de la baisse de la charge liée aux engagements de retraite.

Endettement

La dette nette s'établit à 9 720 millions d'euros au 31 décembre 2010 contre 10 584 millions d'euros au 30 juin 2010. L'évolution de la capacité d'autofinancement est en ligne avec la croissance du résultat opérationnel. Par ailleurs, la bonne gestion du besoin en fonds de roulement, l'optimisation du programme de cession de créances commerciales et l'impact de la baisse du taux de clôture du dollar américain sur la dette permettent de contribuer à la diminution significative de l'endettement.

Le coût moyen de l'endettement s'établit, par ailleurs, à 4,6% sur le premier semestre 2010/11 contre 4,2% durant le premier semestre 2009/10.

Impôt sur les bénéfices courant

L'impôt sur les éléments courants s'élève à (224) millions d'euros, soit un taux d'impôt courant de 23,1%.

Résultat net courant part du Groupe

Le résultat net courant part du Groupe s'élève à +726 millions d'euros au 31 décembre 2010, en augmentation de +12%.

Résultat net part du Groupe

	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
En millions d'euros		
Résultat opérationnel courant.....	1 062	1 210
Autres produits et charges opérationnels.....	- 93	- 29
Résultat opérationnel.....	969	1 181
Résultat financier courant	- 246	- 243
Autres éléments financiers non courants.....	18	8
Impôt sur les sociétés	- 126	- 263
Résultat des activités abandonnées, intérêts des minoritaires et quote-part du résultat net des entreprises associées	- 10	- 18
Résultat net part du Groupe.....	604	666

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à (29) millions d'euros au 31 décembre 2010 et comprennent :

- des plus ou moins values sur cessions d'actifs pour (10) millions d'euros,
- des dépréciations d'actifs pour (3) millions d'euros,
- des charges nettes de restructuration pour (9) millions d'euros,
- des autres produits et charges non courants pour (7) millions d'euros.

Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe s'élève à 666 millions d'euros, soit une hausse de +10%.

Résultat social et report à nouveau de la société-mère

Le résultat social et le report à nouveau de la société-mère Pernod Ricard S.A. s'élèvent à, respectivement, (72) millions d'euros et 1 063 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont détaillés dans le chapitre « Gestion des risques » du document de référence 2009/10, disponible sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers ou sur le site de Pernod Ricard.

Cette analyse des risques reste valable pour l'appréciation des risques majeurs pour les six mois restants de l'exercice.

Perspectives d'avenir

Le premier semestre 2010/2011 confirme le rebond de l'activité.

La bonne performance des marques et en particulier du top 14, soutenue par des investissements marketing en progression, conforte notre confiance sur la performance attendue pour l'ensemble de l'année fiscale.

Principales transactions entre parties liées

Les informations relatives aux transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 17 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels condensés du présent document.

III. Comptes consolidés semestriels condensés

Compte de résultat consolidé semestriel.

(En millions d'euros)	31/12/2009	31/12/2010	Notes
Chiffre d'affaires.....	3 789	4 282	
Coût des ventes.....	- 1 526	-1 678	
Marge brute après coûts logistiques.....	2 263	2 604	
Frais publi-promotionnels.....	- 642	-765	
Contribution après frais publi-promotionnels.....	1 621	1 839	
Frais commerciaux et généraux.....	- 559	-629	
Résultat opérationnel courant.....	1 062	1 210	
Autres produits opérationnels.....	16	33	
Autres charges opérationnelles.....	- 109	- 62	6
Résultat opérationnel.....	969	1 181	
Charges financières.....	- 234	-270	
Produits financiers.....	6	35	
Résultat financier.....	- 228	-235	5
Impôt sur les bénéfices.....	- 126	-263	7
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence.....	1	1	
Résultat net des activités poursuivies.....	615	685	
Résultat net des activités abandonnées.....	0	0	
Résultat net.....	615	685	
Dont :			
- Part des minoritaires.....	11	19	
- Part du Groupe.....	604	666	
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros).....	2,30	2,54	8
Résultat net part du Groupe par action après dilution (en euros).....	2,28	2,52	8
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies (hors activités abandonnées) par action de base (en euros).....	2,30	2,54	8
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies (hors activités abandonnées) par action après dilution (en euros).....	2,28	2,52	8

Etat du résultat global consolidé semestriel.

(En millions d'euros)	31/12/2009	31/12/2010
Résultat net de la période	615	685
Couvertures d'investissements nets		
<i>Montant comptabilisé en capitaux propres</i>	27	233
<i>Montant recyclé dans le résultat net</i>	-	-
Couvertures de flux de trésorerie		
<i>Montant comptabilisé en capitaux propres</i>	94	167
<i>Montant recyclé dans le résultat net</i>	- 89	-88
Actifs financiers disponibles à la vente		
<i>Pertes et gains latents comptabilisés en capitaux propres</i>	-	-
<i>Transfert en résultat du fait d'une cession</i>	-	-
Différences de conversion	18	-405
Impôts sur les autres éléments du résultat global	0	-33
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	49	-127
Résultat global de la période	664	558
<i>Dont :</i>		
- <i>part Groupe</i>	649	542
- <i>part des minoritaires</i>	15	16

Bilan consolidé semestriel.

Actif (En millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2010	Notes
En valeurs nettes			
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles.....	12 364	11 840	9
<i>Goodwills</i>	5 393	5 180	9
Immobilisations corporelles.....	1 823	1 778	
Actifs biologiques.....	116	110	
Actifs financiers non courants	118	136	
Titres mis en équivalence	6	7	
Actifs d'impôt différé	1 307	1 270	7
Instruments dérivés non courants.....	20	15	
Total actifs non courants	21 148	20 334	
Actifs courants			
Stocks et en-cours.....	4 007	3 815	10
Créances clients et comptes rattachés	944	1 481	
Actifs d'impôt exigible.....	37	32	
Autres actifs courants	218	174	
Instruments dérivés courants	12	37	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	701	1 007	12
Total actifs courants	5 918	6 546	
Actifs destinés à être cédés	42	2	
Total actif	27 107	26 882	

Passif (En millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2010	Notes
Capitaux propres			
Capital	410	410	14
Primes d'émission.....	3 022	3 026	
Réserves et écarts de conversion.....	4 739	5 377	
Résultat net part du Groupe	951	666	
Capitaux propres Groupe	9 122	9 480	
Intérêts minoritaires	216	224	
Total capitaux propres	9 337	9 704	
Passifs non courants			
Provisions non courantes	691	660	11
Provisions pour engagements de retraite et assimilés.....	408	336	11
Passifs d'impôt différé.....	2 500	2 565	7
Emprunts obligataires part non courante	2 893	3 018	12
Instruments dérivés non courants.....	375	280	12
Autres passifs financiers non courants.....	6 925	6 294	12
Total passifs non courants.....	13 792	13 153	
Passifs courants			
Provisions courantes	312	284	11
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	1 871	2 152	
Passifs d'impôt exigible.....	104	110	
Autres passifs courants	224	69	
Autres passifs financiers courants.....	317	298	12
Emprunts obligataires part courante.....	934	940	12
Instruments dérivés courants.....	212	173	
Total passifs courants	3 975	4 025	
Passifs destinés à être cédés	2	-	
Total passif	27 107	26 882	

Tableau de variations des capitaux propres semestriels.

(En millions d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de juste valeur	Ecart de conversion	Actions d'auto-contrôle	Capitaux propres – Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation ouverture 01/07/2009 - publié	401	3 019	5 340	- 173	- 1 045	- 111	7 431	185	7 615
Amendement d'IAS 38			- 7				- 7		- 7
Situation ouverture 01/07/2009 - retraité	401	3 019	5 332	- 173	- 1 045	- 111	7 423	185	7 608
Résultat global de la période			604	4	41		649	15	664
Augmentation de capital	8	- 4	-	-	-	-	4	-	4
Charges liées aux plans de stock options	-	-	13	-	-	-	13	-	13
Acquisition/cession de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	-	2	2	-	2
Dividendes et acomptes attribués	-	-	1	-	-	-	1	-	1
Variations de périmètre	-	-	- 1	-	-	-	- 1	-	- 1
Autres mouvements ..			1	0	0		2	- 0	1
Situation clôture 31/12/2009	409	3 015	5 951	- 169	- 1 004	- 110	8 094	200	8 294

(En millions d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de juste valeur	Ecart de conversion	Actions d'auto-contrôle	Capitaux propres – Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation ouverture 01/07/2010	410	3 022	6 145	- 222	- 84	- 149	9 122	216	9 337
Résultat global de la période	-	-	666	54	- 178	-	542	16	558
Augmentation de capital	-	5	-	-	-	-	5	-	5
Charges liées aux plans de stock options	-	-	14	-	-	-	14	-	14
Acquisition/cession de titres d'auto-contrôle	-	-	-	-	-	- 5	- 5	-	- 5
Ventes à réméré	-	-	-	-	-	- 7	- 7	-	- 7
Dividendes et acomptes attribués	-	-	- 191	-	-	-	- 191	- 8	- 198
Variations de périmètre	-	-	0	-	-	-	0	- 0	0
Autres mouvements ..			- 0				- 0	- 0	- 0
Situation clôture 31/12/2010	410	3 026	6 635	- 168	- 263	- 161	9 480	224	9 704

Tableau des flux de trésorerie consolidés semestriels.

(En millions d'euros)	31/12/2009	31/12/2010	Notes
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation			
Résultat net – part du Groupe.....	604	666	
Intérêts minoritaires	11	19	
Résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes reçus	– 1	– 1	
(Produits) charges financiers	228	235	5
(Produits) charges d'impôt	126	263	7
Résultat des activités abandonnées.....	0	– 0	
Dotations aux amortissements d'immobilisations.....	75	79	
Variation nette des provisions	– 61	– 108	
Variation nette des pertes de valeur sur goodwill et immobilisations incorporelles	1	3	
Variation de juste valeur des dérivés commerciaux	5	5	
Variation de juste valeur sur les actifs biologiques.....	– 1	1	
Résultat des cessions d'actifs.....	47	10	6
Charges liées aux plans de stock options.....	13	14	15
Capacité d'autofinancement avant intérêts financiers et impôts.....	1 049	1 185	
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement	– 202	– 142	13
Intérêts financiers versés	– 247	– 268	
Intérêts financiers reçus.....	6	21	
Impôts versés	– 87	– 142	
Impôts reçus	15	24	
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations d'exploitation.....	533	678	
Trésorerie provenant des opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles.....	– 71	– 83	13
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles.....	138	6	13
Variation du périmètre de consolidation.....	2	0	
Acquisitions d'immobilisations financières.....	– 18	– 20	
Cessions d'immobilisations financières	0	112	
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations d'investissement.....	51	14	
Trésorerie provenant des opérations de financement			
Dividendes et acomptes versés.....	– 133	– 355	15
Autres variations des capitaux propres.....	5	5	
Emissions ou souscriptions d'emprunts.....	473	302	13
Remboursements d'emprunts	– 677	– 362	13
(Acquisition)/cession de titres d'autocontrôle.....	2	– 12	
Variation nette de la trésorerie provenant des opérations de financement.....	– 330	– 422	
Trésorerie des activités abandonnées	0	0	
Augmentation / (diminution) de la trésorerie (avant effet devises)	254	270	
Incidence des écarts de conversion.....	– 6	36	
Augmentation / (diminution) de la trésorerie (après effet devises)	248	306	
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice.....	520	701	
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice.....	768	1 007	

Annexe aux comptes consolidés semestriels condensés.

Pernod Ricard est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du code de commerce. Elle a son siège au 12, place des Etats-Unis à Paris 16ème arrondissement et est cotée à la Bourse de Paris. Les comptes consolidés semestriels condensés reflètent la situation comptable de Pernod Ricard et de ses filiales (le « Groupe »). Ils sont présentés en millions d'euros arrondis au million le plus proche.

Le Groupe exerce une activité de production et de vente de vins et spiritueux.

Le 16 février 2011, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes consolidés semestriels condensés au 31 décembre 2010.

Note 1. – Principes et méthodes comptables.

1. Principes de préparation des comptes consolidés et référentiel comptable. — Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés semestriels condensés du Groupe au titre de la période close le 31 décembre 2010 ont été établis conformément à la norme IAS 34 (Information financière intermédiaire) du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Les normes et interprétations du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Le Groupe n'a anticipé aucune norme, amendement ou interprétations du référentiel IFRS publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire au 31 décembre 2010.

Il convient de noter que :

- L'exercice de référence du Groupe s'étale du 1^{er} juillet au 30 juin.
- Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis suivant les mêmes principes et méthodes comptables que ceux retenus pour les comptes consolidés annuels au 30 juin 2010, sous réserve des évolutions du référentiel comptable présentées au paragraphe 1.3.
- Les comptes consolidés semestriels condensés n'incluent pas toutes les informations requises lors de l'établissement de comptes consolidés annuels et doivent être lus en corrélation avec les comptes consolidés annuels au 30 juin 2010.

Estimations. — L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction du Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Au 31 décembre 2010, la direction n'a pas connaissance d'éléments susceptibles de remettre en cause les estimations et les hypothèses retenues pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 30 juin 2010.

Jugements. — En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables dans le cadre de l'établissement des états financiers.

2. Saisonnalité. — Les ventes des vins et spiritueux sont traditionnellement affectées par un facteur de saisonnalité, en particulier les produits associés aux fêtes de fin d'année dans des marchés clés. Ainsi, les ventes des six premiers mois de l'exercice sont généralement plus élevées que celles des six derniers mois.

3. Evolution du référentiel comptable.

Absence de nouvelles normes et interprétations devenues applicables pour le Groupe Pernod Ricard, à compter du 1^{er} juillet 2010.

Les comptes consolidés semestriels condensés ne tiennent pas compte :

- des projets de normes et interprétations qui ne sont encore qu'à l'état d'exposés sondages à l'IASB et à l'IFRIC à la date de clôture,
- des nouvelles normes, révisions de normes existantes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore approuvées par le Comité de la Réglementation Comptable européen à la date de clôture des comptes consolidés semestriels condensés,
- des normes publiées par l'IASB, adoptées au niveau européen à la date de clôture mais d'application obligatoire au titre des exercices ouverts postérieurement au 1^{er} juillet 2010. Tel est le cas de la norme IAS 24 révisée relative à l'information à fournir au titre des transactions avec les parties liées ou de l'amendement d'IFRIC 14 portant sur les paiements d'avance dans le cadre d'une exigence de financement minimal.

Note 2. – Faits marquants de la période.

Pernod Ricard a cédé :

- le 21 juillet 2010, les marques de vin espagnol Marqués de Arienzo™, Viña Eguía™, la Bodega et 358 hectares de vignobles et terrains associés à un consortium d'acheteurs composé de Vinos de los Herederos del Marqués de Riscal SA et Gangutia S.L. (Bodegas Muriel) pour un montant de 28 millions d'euros,
- le 31 août 2010, les titres de la société Ambrosio Velasco à Diego Zamora pour un prix total de 32,4 millions d'euros,
- le 3 décembre 2010, la marque de cognac Renault ainsi que de certains stocks de produits finis à Altia, pour un montant de 10 millions d'euros.
- le 22 décembre 2010, Lindauer™ et plusieurs marques de vin néo-zélandais des régions de Gisborne et Hawke's Bay ainsi que les stocks et actifs de production associés pour un montant de 48 millions d'euros. L'acquéreur est un consortium d'acheteurs composé de Lion Nathan New Zealand et d'Indevin.

Note 3. – Périmètre de consolidation.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2010-2011, le Groupe n'a conclu aucune acquisition ou cession affectant de manière significative le périmètre de consolidation.

Note 4. – Secteurs opérationnels

Le Groupe est centré autour d'une seule activité : la vente de vins et spiritueux, et est organisé en quatre secteurs opérationnels qui sont les zones géographiques : France, Europe hors France, Amériques et Asie/Reste du monde.

La Direction du Groupe évalue la performance des secteurs opérationnels à partir du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant, défini comme la marge brute après coûts logistiques, diminuée des frais publi-promotionnels et des frais de structure. Les secteurs présentés sont identiques à ceux figurant dans l'information fournie à la Direction Générale.

Les éléments de résultat et de bilan sont répartis entre les secteurs sur la base de la destination des ventes ou des profits. Les données par secteur opérationnel suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les comptes consolidés. Les transferts entre secteurs sont réalisés à des prix de marché.

France :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
Chiffre d'affaires.....	397	415
Marge brute après coûts logistiques	291	303
Contribution après frais publi-promotionnels.....	202	201
Résultat opérationnel courant.....	116	118

Europe hors France :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
Chiffre d'affaires.....	1 247	1 235
Marge brute après coûts logistiques	715	722
Contribution après frais publi-promotionnels	543	541
Résultat opérationnel courant.....	338	328

Amériques :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
Chiffre d'affaires.....	1 000	1 151
Marge brute après coûts logistiques	621	713
Contribution après frais publi-promotionnels	449	513
Résultat opérationnel courant.....	302	339

Asie et reste du monde :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
Chiffre d'affaires	1 145	1 481
Marge brute après coûts logistiques	635	866
Contribution après frais publi-promotionnels	426	584
Résultat opérationnel courant	305	424

Total :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
Chiffre d'affaires	3 789	4 282
Marge brute après coûts logistiques	2 263	2 604
Contribution après frais publi-promotionnels	1 621	1 839
Résultat opérationnel courant	1 062	1 210

Note 5. – Résultat financier.

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
Charges financières	- 225	- 253
Produits financiers	6	21
Coût de la dette financière nette	- 219	- 232
Commissions de structuration et de placement	- 6	- 5
Impact financier net des retraites et avantages assimilés	- 23	- 6
Autres éléments financiers courants	1	0
Résultat financier courant	- 246	- 243
Ecarts de change	21	14
Autres éléments financiers non courants	- 3	- 6
Résultat financier total	- 228	- 235

Au 31 décembre 2010, le coût de la dette financière nette provient des charges financières relatives au crédit syndiqué pour 59 millions d'euros, aux emprunts obligataires pour 81 millions d'euros, aux billets de trésorerie pour 1 million d'euros et aux couvertures de taux et de change pour 91 millions d'euros.

Note 6. – Autres produits et charges opérationnels.

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
Charges nettes de restructuration.....	- 15	-9
Dépréciations d'actifs.....	- 1	-3
Plus ou moins values sur cessions d'actifs	- 51	-10
Autres charges non courantes.....	- 42	-40
Autres produits non courants.....	16	33
Autres produits et charges opérationnels	-93	-29

Note 7. – Impôt sur les bénéfices.

Analyse de la charge d'impôt :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
Impôt exigible	- 111	-272
Impôt différé.....	- 16	10
Total	-126	-263

Analyse du taux d'impôt effectif – Résultat net des activités poursuivies avant impôt :

(En millions d'euros)	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
Résultat opérationnel	969	1 181
Résultat financier	- 228	-235
Base d'imposition	741	946
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France (34,43%)	- 255	-325
Impact des différences de taux d'imposition.....	63	77
Impact fiscal lié aux variations des taux de change.....	- 18	-34
Incidence des reports déficitaires utilisés	10	0
Impact lié à la différence des bases comptable et fiscale des actifs cédés	61	0
Incidence sur la charge d'impôt du résultat taxé à taux réduit/ majoré.....	3	3
Impact lié à la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	-	-3
Autres impacts	9	20
Charge d'impôt effective	-126	-263
Taux effectif d'impôt.....	17%	28%

L'évolution du taux effectif d'impôt s'explique principalement par :

- les croissances inégales des bénéfices entre filiales qui sont imposées à des taux différents les uns des autres,
- les impacts fiscaux liés aux évolutions des taux de change sur le semestre.

En France, le Groupe considère que la composante CVAE (Contribution à la Valeur Ajoutée des Entreprises) de la CET (Contribution Economique Territoriale), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010, est une taxe répondant à la définition de l'impôt sur le résultat au sens de la norme IAS 12 (Impôts sur les résultats).

Les impôts différés se décomposent ainsi par nature :

(En millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2010
Marges en stocks	84	77
Ecart d'évaluation sur actifs et passifs	42	37
Provisions pour retraites	121	113
Actifs d'impôt différé lié aux déficits reportables	501	529
Provisions (hors provisions pour retraites) et autres	560	514
Total actifs d'impôt différé	1 307	1 270
Amortissements dérogatoires	40	32
Ecart d'évaluation sur actifs et passifs	2 299	2 319
Autres	161	214
Total passifs d'impôt différé	2 500	2 565

Détail de l'impôt alloué aux autres éléments du résultat global :

(En millions d'euros)	31/12/2009			31/12/2010		
	Montant avant impôt	Impôt	Montant après impôt	Montant avant impôt	Impôt	Montant après impôt
Couvertures d'investissements nets	27	0	27	233	-9	224
Couvertures de flux de trésorerie	5	-1	4	79	-25	54
Actifs financiers disponibles à la vente	0	0	0	0	0	0
Différences de conversion	18	0	18	-405	-	-405
Autres ajustements	0	0	0	0	0	0
Autres éléments du résultat global pour la période	49	0	49	-93	-33	-127

Note 8. – Résultat par action.

Résultat net part du Groupe et résultat net des activités poursuivies par action :

	31/12/2009 6 mois	31/12/2010 6 mois
<u>Numérateur (en millions d'euros)</u>		
Résultat net part du Groupe	604	666
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies	604	666
<u>Dénominateur (en nombre d'actions)</u>		
Nombre moyen d'actions en circulation	262 616 021	262 495 824
Effet dilutif des attributions gratuites d'action	311 138	376 592
Effet dilutif des stock-options et options de souscription	1 742 178	1 884 124
Nombre moyen d'actions en circulation après dilution	264 669 337	264 756 540
<u>Résultat par action (en euros)</u>		
Résultat net part du Groupe par action de base	2,30	2,54
Résultat net part du Groupe par action après dilution	2,28	2,52
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies (hors activités abandonnées) par action de base	2,30	2,54
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies (hors activités abandonnées) par action après dilution	2,28	2,52

Note 9. – Immobilisations incorporelles et goodwill.

(En millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2010
Goodwills.....	5 579	5 364
Marques	12 566	12 023
Autres immobilisations incorporelles.....	206	206
Valeurs brutes	18 350	17 593
Goodwills.....	– 186	– 183
Marques	– 295	– 271
Autres immobilisations incorporelles.....	– 112	– 119
Amortissements et dépréciations.....	– 593	– 573
Immobilisations incorporelles nettes.....	17 757	17 020

Goodwills. — Les *goodwills* correspondent principalement aux *goodwills* issus des acquisitions d'Allied Domecq en juillet 2005 et de Vin&Sprit (« V&S ») en juillet 2008.

Marques. — Les principales marques valorisées au bilan sont : Absolut, Ballantine's, Beefeater, Chivas Regal, Kahlúa, Malibu, Martell, Mumm et Perrier-Jouët et Brancott Estate, lesquelles ont été, pour l'essentiel, reconnues lors des acquisitions des sociétés Seagram, Allied Domecq et V&S.

Le Groupe n'est dépendant d'aucun brevet ou licence spécifique.

Note 10. – Stocks et en-cours.

La répartition des stocks et en-cours de production à la clôture est la suivante :

(En millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2010
Matières premières.....	163	147
En-cours de biens	3 205	3 123
Stocks de marchandises.....	461	424
Produits finis.....	263	193
Valeurs brutes	4 092	3 887
Matières premières.....	– 24	– 23
En-cours de biens	– 34	– 24
Stocks de marchandises.....	– 15	– 13
Produits finis.....	– 11	– 12
Dépréciations.....	– 85	– 72
Stocks nets	4 007	3 815

Au 31 décembre 2010, les en-cours de biens sont constitués à 97% de stocks à vieillissement essentiellement destinés à la production de whisky et de cognac. Le Groupe ne connaît pas de dépendance significative vis-à-vis de ses fournisseurs.

L'application de l'amendement d'IAS 38, relatif à la comptabilisation des frais de publicité et de promotion, a conduit sur l'exercice 2009/10 à déprécier 11 millions d'euros d'articles promotionnels en contrepartie des capitaux propres.

Note 11. – Provisions.

1. Détail des soldes de clôture. — La répartition des provisions pour risques et charges à la clôture est la suivante :

(En millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2010	Réf.
Provisions non courantes			
Provisions pour pensions et indemnités de retraites	408	336	11.3
Autres provisions pour risques et charges non courantes	691	660	11.2
Provisions courantes			
Provisions pour restructuration	28	18	11.2
Autres provisions pour risques et charges courantes	284	266	11.2
Total	1 411	1 287	

2. Variations des provisions (hors provisions pour pensions et indemnités de retraites) :

(En millions d'euros)	Mouvements de l'exercice						31/12/2010
	30/06/2010	Dotations	Utilisations	Reprise pour provisions excédentaires	Ecart de change	Autres mouvements	
Provisions pour restructuration.....	28	1	- 9	-	- 1	- 0	18
Autres provisions courantes.....	284	19	- 17	- 3	- 6	- 12	266
Autres provisions non courantes	691	66	- 30	- 41	- 25	0	660
Provisions	1 003	86	- 56	- 44	- 32	- 13	944

3. Provisions pour retraites. — Le Groupe accorde des avantages en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, de type couverture maladie et assurance-vie, sous forme de régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation entre la provision au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2010 :

(En millions d'euros)	2009	2010
	Tous les engagements	Tous les engagements
Provision à l'ouverture (30 juin)	405	408
Charge /produit net(te) sur la période.....	39	14
Plans en surplus.....	10	0
Cotisations aux plans par l'employeur et prestations payées directement par l'employeur, net	- 61	- 72
Variation de périmètre.....	0	0
Ecarts de change	1	- 14
Provision à la clôture (en décembre).....	394	336

La charge nette comptabilisée au compte de résultat au titre des engagements de retraite et avantages assimilés se détaille de la façon suivante :

(En millions d'euros)	31/12/2009	31/12/2010
	Tous les engagements	Tous les engagements
Avantages accumulés durant la période	15	20
Coût financier (effet de l'actualisation)	98	103
Rendement attendu des actifs de régime	- 75	- 98
Amortissement du coût des services passés.....	1	- 2
Amortissement des (gains) / pertes actuarielles.....	0	0
Effet du plafond d'actif.....	0	0
Effet des liquidations / réductions des avantages futurs	0	- 9
Modifications de plans	0	0
Charge/ produit net(te) comptabilisée au résultat	39	14

Note 12. – Passifs financiers.

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par le Groupe correspond au total de l'endettement financier brut (converti au cours de clôture), tenant compte des instruments dérivés de transaction, de couverture de flux de trésorerie et de couverture de juste valeur, diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Au 31 décembre 2010, l'endettement net comprend les éléments suivants :

(En millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2010
Emprunts obligataires	3 826	3 958
Emprunts et dettes financières courants (hors emprunts obligataires)	317	298
Emprunts et dettes financières non courants (hors emprunts obligataires)	6 925	6 294
Total Emprunts	11 068	10 550
Instruments dérivés non courants actifs relatifs à la couverture de juste valeur d'actifs et de passifs financiers	- 20	- 14
Instruments dérivés non courants passifs relatifs à la couverture de juste valeur d'actifs et de passifs financiers	105	60
Instruments dérivés courants passifs relatifs à la couverture de juste valeur d'actifs et de passifs financiers	131	133
Total Instruments dérivés	216	178
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- 701	- 1 007
Endettement financier net	10 584	9 720

1. Répartition de l'endettement financier brut par date d'exigibilité :

(En millions d'euros)	30/06/2010	31/12/2010
Dettes court terme	277	252
Part à moins d'un an des dettes à long terme	1 106	1 118
Total dettes courantes, à moins d'un an	1 382	1 370
Part de 1 à 5 ans des dettes à long terme	8 616	8 004
Part à plus de cinq ans des dettes à long terme	1 307	1 368
Total dettes non courantes, à plus d'un an	9 923	9 372
Endettement financier brut	11 305	10 742

La part des dettes à moins d'un an représente 13% de la dette brute totale.

2. Répartition de l'endettement financier net par devise et par nature après couverture de change au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2010 :

Au 30 juin 2010 (En millions d'euros)	Total	Crédit syndiqué (§. 6)	Billets de trésorerie	Obligations (§. 7 et 8)	Disponibilités	Swap de change et autres
EUR	4 206	1 312	176	2 906	- 194	6
USD	6 709	5 556	0	0	- 45	1 197
JPY	91	0	0	0	- 6	97
GBP	472	0	0	920	-10	- 438
Autres devises	- 892	0	0	0	- 446	- 447
Total	10 584	6 868	176	3 826	- 701	415

Au 31 décembre 2010 (En millions d'euros)	Total	Crédit syndiqué (§. 6)	Billets de trésorerie	Obligations (§. 7 et 8)	Disponibilités	Swap de change et autres
EUR	4 615	1 221	115	2 940	-461	800
USD	5 614	4 878	0	149	-67	653
JPY	115	0	0	0	-3	118
GBP	169	0	0	868	-44	-655
Autres devises	-792	0	0	0	-431	-361
Total	9 720	6 099	115	3 958	-1 007	556

3. Répartition de l'endettement financier net par devise et par échéance après couverture de change au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2010 :

Au 30 juin 2010 (En millions d'euros)	Total	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Disponibilités
EUR	4 206	795	3 006	598	- 194
USD	6 709	543	5 559	652	- 45
JPY	91	97	0	0	- 6
GBP	472	442	40	0	-10
Autres devises	- 892	- 494	12	35	- 446
Total	10 584	1 382	8 616	1 286	- 701

Au 31 décembre 2010 (En millions d'euros)	Total	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Disponibilités
EUR	4 615	1 413	2 944	719	-461
USD	5 614	67	5 015	599	-67
JPY	115	118	0	0	-3
GBP	169	179	34	0	-44
Autres devises	-792	-407	11	35	-431
Total	9 720	1 370	8 004	1 353	-1 007

4. Décomposition des types de couverture de taux par devise au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2010 :

Au 30 juin 2010 (En millions d'euros)	Dette par devise	Dette fixe	Dette variable "capée"	Dette variable non couverte	Disponibilités	% dette couverte / fixe
EUR	4 206	2 438	750	1 212	- 194	76%
USD	6 709	3 647	815	2 292	- 45	67%
JPY	91	0	0	97	- 6	0%
GBP	472	0	0	482	-10	0%
Autres devises	- 892	0	0	- 447	- 446	0%
Total	10 584	6 085	1 565	3 635	- 701	72%

Au 31 décembre 2010 (En millions d'euros)	Dette par devise	Dette fixe	Dette variable "capée"	Dette variable non couverte	Disponibilités	% dette couverte / fixe
EUR	4 615	2 438	750	1 888	- 461	69%
USD	5 614	3 274	748	1 658	- 67	72%
JPY	115	0	0	118	- 3	0%
GBP	169	0	0	213	- 44	0%
Autres devises	- 792	0	0	- 361	- 431	0%
Total	9 720	5 712	1 498	3 517	- 1 007	74%

Sur le total de 7 210 millions d'euros de dettes couvertes, 5 712 millions d'euros proviennent de dettes levées ou swapées à taux fixe.

5. Echéancier des passifs financiers au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2010. —

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances de flux de trésorerie futurs (nominal et intérêts) liés aux passifs financiers. Les flux d'intérêts variables ont été estimés avec des taux figés au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2010.

Au 30 juin 2010 (En millions d'euros)	Valeur au bilan	Flux contractuels (*)	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes financières :	- 11 067	- 12 148	- 418	- 1 063	- 538	- 271	- 7 649	- 915	- 1 294
<i>Cross currency swaps</i> :	- 201	-	-	-	-	-	-	-	-
- Flux à payer :	-	- 1 736	- 11	- 675	- 10	- 10	- 378	- 0	- 652
- Flux à recevoir :	-	1 551	15	583	18	18	323	0	594
Dérivés passifs :	- 390	- 512	- 132	- 112	- 114	- 109	- 27	- 17	0
Total	- 11 658	- 12 844	- 546	- 1 266	- 644	- 373	- 7 731	- 932	- 1 353

(*) : y compris intérêts

Au 31 décembre 2010 (En millions d'euros)	Valeur au bilan	Flux contractuels (*)	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes financières :	- 10 549	- 11 512	- 1 330	- 79	- 287	- 6 872	- 429	- 1 092	- 1 424
<i>Cross currency swaps</i> :	- 193	-	-	-	-	-	-	-	-
- Flux à payer	-	- 1 661	- 674	- 4	- 8	- 8	- 371	2	- 598
- Flux à recevoir	-	1 488	554	-	17	17	307	-	594
Dérivés passifs :	- 254	- 404	- 96	- 59	- 118	- 74	- 33	- 20	- 5
Total	- 10 996	- 12 089	- 1 546	- 142	- 397	- 6 937	- 526	- 1 110	- 1 433

(*) : y compris intérêts

Afin de faire face au risque de liquidité, le Groupe dispose, au 31 décembre 2010, de disponibilités pour un montant de 1 007 millions d'euros ainsi que de lignes de crédit non tirées à hauteur de 2.2 milliards d'euros. Ces positions permettent au Groupe d'être en mesure de rembourser la partie à moins d'un an de sa dette financière, sans financement complémentaire.

6. Crédit syndiqué Vin&Sprit — En date du 23 juillet 2008, Pernod Ricard a utilisé une partie des facilités octroyées par le contrat de crédit syndiqué multidevises signé le 27 mars 2008 pour un montant disponible de 4 988 millions d'euros (dont 2 020 millions d'euros multidevises) et 10 138 millions de dollars américains. Au 31 décembre 2010, le tirage de ce crédit bancaire s'élève à 1 221 millions d'euros et 6 518 millions de dollars américains soit un montant total de 6 099 millions d'euros. Les facilités de crédit, renouvelables ou à terme, libellées en euros, dollars américains ou multidevises, ont été consenties à un taux correspondant au LIBOR en vigueur (ou pour les prêts en euros, à l'EURIBOR), majoré d'une marge prédéterminée et de coûts obligatoires. Ces facilités ont des échéances allant de 1 à 5 ans. Cet emprunt a permis au Groupe de rembourser la facilité de crédit syndiqué contractée en août 2005 pour financer l'acquisition d'Allied Domecq et de refinancer certaines dettes du Groupe.

Le crédit syndiqué impose le respect d'un ratio de dette nette sur EBITDA et d'un ratio d'EBITDA sur frais financiers. Au 31 décembre 2010, ces deux ratios sont largement respectés.

7. Emprunt obligataire. —

Le 6 décembre 2006, Pernod Ricard SA a émis un emprunt obligataire d'un montant total de 850 millions d'euros, en deux tranches ayant les caractéristiques suivantes :

- Tranche 1 à taux variable

La tranche 1 d'un montant de 300 millions d'euros a une maturité résiduelle de 6 mois (échéance 6 juin 2011) et porte intérêt au taux Euribor 3 mois plus 50 points de base.

- Tranche 2 à taux fixe

La tranche 2 d'un montant de 550 millions d'euros a une maturité résiduelle de 3 ans (échéance 6 décembre 2013) et porte intérêt à un taux fixe de 4,625%.

Le 15 juin 2009, Pernod Ricard SA a émis un emprunt obligataire d'un montant total de 800 millions d'euros, dont les caractéristiques sont les suivantes : maturité résiduelle de 4 ans (échéance 15 janvier 2015) et portant intérêt au taux fixe de 7%.

Le 18 mars 2010, Pernod Ricard SA a émis un emprunt obligataire d'un montant total de 1 200 millions d'euros, dont les caractéristiques sont les suivantes : maturité résiduelle de 5 ans et 3 mois (échéance au 18 mars 2016) et portant intérêt au taux fixe de 4,875%.

Le 21 décembre 2010, Pernod Ricard SA a émis un emprunt obligataire à taux variable d'un montant total de 201 millions de dollars américains, dont les caractéristiques sont les suivantes : maturité résiduelle de 5 ans (échéance au 21 décembre 2015) et portant intérêt au taux Libor 3 mois augmenté d'une marge prédéterminée.

8. Emprunt obligataire Allied Domecq. — Au 31 décembre 2010, des obligations ont été émises par Allied Domecq Financial Services Ltd pour un montant de 450 millions de livres sterling au taux nominal de 6,625% avec échéance au 18 avril 2011 et d'un montant de 250 millions de livres sterling au taux nominal de 6,625% avec échéance au 12 juin 2014.

Note 13. – Notes sur le tableau des flux de trésorerie.

1. Besoin en fonds de roulement. — Le besoin en fonds de roulement a augmenté de +142 millions d'euros en raison d'une activité plus soutenue à fin décembre 2010 par rapport à fin juin 2010. Elle se décompose comme suit :

- stocks : (99) millions d'euros
- créances clients : +545 millions d'euros
- dettes d'exploitation : (186) millions d'euros
- autres : (118) millions d'euros

2. Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles. — Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles proviennent essentiellement de constructions de nouveaux entrepôts ou de renouvellement d'équipements dans les filiales de production.

3. Cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières. — Les cessions proviennent essentiellement de la vente de:

- des titres de la Société Ambrosio Velasco pour 32 millions d'euros,
- de la marque de Cognac Renault pour 10 millions d'euros,
- de la marque Lindauer™ pour 48 millions d'euros,
- des marques Palacio de la Vega et Pacharan Zoco pour 28 millions d'euros.

4. Souscription/remboursement d'emprunts. — Le Groupe a procédé à des remboursements du crédit syndiqué à hauteur de 317 millions d'euros et à un tirage de 201 millions de dollars américains d'emprunt obligataire (soit 153 millions d'euros). Il a souscrit à 150 millions d'euros de dettes bancaires.

Note 14. – Capitaux propres.

1. Capital social. — Le capital social du Groupe a évolué de la manière suivante entre le 1^{er} juillet 2010 et le 31 décembre 2010 :

	Nombre de titres	Montant en millions d'euros
Capital social au 1 ^{er} juillet 2010	264 232 313	410
Levée d'options de souscription dans le cadre de plans de souscription d'actions	198 688	0
Capital social au 31 décembre 2010	264 431 001	410

Toutes les actions Pernod Ricard sont des actions émises et entièrement libérées. Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions Pernod Ricard, qui, sous réserve d'une inscription nominative ininterrompue de dix ans, acquièrent un droit de vote double.

2. Titres autodétenus. — Au 31 décembre 2010, Pernod Ricard SA et ses filiales contrôlées détenaient 1 553 096 titres Pernod Ricard pour une valeur de 102 millions d'euros.

Ces titres autodétenus sont présentés en déduction des capitaux propres à leur coût d'acquisition.

3. Dividendes versés et proposés. — Suite à la résolution approuvée par de l'Assemblée générale mixte du 10 novembre 2010, le dividende total au titre de l'exercice clos le 30 juin 2010 s'élève à 1,34 euro par action.

Note 15. – Paiements en actions.

Le Groupe a constaté une charge de 14 millions d'euros en résultat opérationnel au titre des plans de stock options en vigueur au 31 décembre 2010 et une charge de 0,8 million d'euros au titre des programmes de Droits à l'Appréciation d'Actions (DAA). Un passif est enregistré à hauteur de 0,8 million, au 31 décembre 2010, en autres dettes courantes au titre des programmes de DAA.

Les plans sont dénoués soit en actions (« equity-settled »), soit en trésorerie (« cash-settled »).

Le nombre d'options non exercées a évolué de la façon suivante entre le 30 juin 2010 et le 31 décembre 2010 :

	En unité
Nombre d'options non exercées au 30 juin 2010	9 735 717
Nombre d'options levées au cours de la période	763 811
Nombre d'options annulées au cours de la période	47 482
Nombre d'options nouvellement attribuées au cours de la période	70 000
Nombre d'options non exercées au 31 décembre 2010	8 994 424

Note 16. – Engagements, instruments financiers et litiges.

(En millions d'euros)	Total	< 1an	>1 an et < 5 ans	> 5 ans
Cautions et garanties reçues	55 865	47 082	4 769	4 013
Cautions et garanties données	227 336	184 071	3 271	39 995
Obligations contractuelles, dont :	1 281 279	333 527	778 098	169 654
- Contrats d'approvisionnement irrévocables	1 043 620	273 467	673 187	96 966
- Contrats de location simple	225 949	52 449	102 045	71 455
- Autres engagements contractuels	11 710	7 611	2 866	1 233

1. Détail des principaux engagements.

Dans le cadre d'acquisitions passées, le Groupe a accordé des garanties de passif, notamment à caractère fiscal. Des provisions ont été constituées à hauteur des risques tels qu'estimés par le Groupe.

Principales cautions et garanties données :

— Le Groupe a garanti aux fonds de pension Allied Domecq les contributions dont sont redevables Allied Domecq Holdings Ltd et ses filiales. En outre, le Groupe a accordé une garantie aux porteurs d'obligations Allied Domecq dont le montant au 31 décembre 2010 s'élève à 813 millions d'euros ;

2. Obligations contractuelles. — Dans le cadre de leur activité de production de vin ou de champagne, les filiales australienne PR Australia, néo-zélandaise PR New Zealand et française Mumm Perrier– Jouët sont engagées, au 31 décembre 2010, à hauteur de, respectivement, 162 millions, 29 millions et 328 millions d’euros dans des contrats d’approvisionnement en raisin. Dans le cadre de son activité de production de cognac, la filiale française Martell s’est engagée à hauteur de 408 millions d’euros dans des contrats d’approvisionnement d’eaux de vie.

3. Instruments financiers.

— Juste valeur des instruments financiers.

(En millions d’euros)	Catégorie selon IAS 39	Niveau d’évaluation	Juste valeur au 31/12/2010	Valeur au bilan au 31/12/2010	Instruments financiers inclus dans le calcul de l’endettement net
Actif					
Créances clients	Prêts et créances au coût amorti		1 481	1 481	
Autres actifs courants	Prêts et créances au coût amorti		174	174	
Actifs financiers non courants :					
- Actifs financiers disponibles à la vente	Actifs disponibles à la vente à la juste valeur par capitaux propres	Niveau 3	38	38	
- Cautions et dépôts	Prêts et créances au coût amorti		78	78	
- Prêts et créances sur participation	Prêts et créances au coût amorti		4	4	
- Autres actifs financiers	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Niveau 2	16	16	
<i>Instruments dérivés actifs</i>	<i>Actifs financiers à la juste valeur</i>	<i>Niveau 2</i>	<i>52</i>	<i>52</i>	<i>14</i>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	<i>Niveau 1</i>	<i>1 007</i>	<i>1 007</i>	<i>1 007</i>
Sous-total instruments dérivés et trésorerie					1021
Passif					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – part courante :					
- Emprunts obligataires	Passifs financiers au coût amorti		836	940	940
- Crédit syndiqué	Passifs financiers au coût amorti		-	-	-
- Billets de trésorerie	Passifs financiers au coût amorti		115	115	115
- Autres	Passifs financiers au coût amorti		183	183	183
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – part non courante :					
-Emprunts obligataires	Passifs financiers au coût amorti		3 210	3 018	3 018
- Crédit syndiqué	Passifs financiers au coût amorti		6 099	6 099	6 099
- Autres	Passifs financiers au coût amorti		133	133	133
Emprunts sur opérations de crédit bail	Passifs financiers au coût amorti		61	61	61
<i>Instruments dérivés passifs</i>	<i>Passifs financiers à la juste valeur</i>	<i>Niveau 2</i>	<i>453</i>	<i>453</i>	<i>193</i>
Sous-total endettement financier brut					10 742
Endettement financier net					9 720

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- dette : la juste valeur de la dette est déterminée pour chaque emprunt en actualisant les flux de trésorerie futurs sur la base des taux de marché à la clôture corrigés du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts et concours bancaires à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.
- emprunts obligataires : la liquidité de marché a permis de valoriser les emprunts obligataires à leur juste valeur ;
- autres passifs financiers à long terme : la juste valeur des autres passifs financiers à long terme a été déterminée, en actualisant les flux de trésorerie futurs relatifs à chaque emprunt à un taux d'intérêt prenant en considération le risque de crédit du Groupe fixé à la date de clôture ;
- instruments dérivés : la valeur de marché des instruments présents dans les livres à la clôture a été déterminée sur la base d'informations de marché disponibles, en utilisant des modèles de valorisation courants.

Les niveaux de hiérarchie des justes valeurs suivants sont définis conformément à la norme révisée IFRS 7 (instruments financiers : informations à fournir) :

- Niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif
- Niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1)
- Niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables

4. Litiges. — En dehors des litiges liés aux activités courantes du Groupe et/ou non significatifs, seuls les contentieux mentionnés dans le rapport annuel sur les comptes au 30 juin 2010 ayant fait l'objet de développements sont signalés ci-après :

Litiges relatifs aux marques

Havana Club

La marque « Havana Club » est détenue dans la plupart des pays par une *joint venture* dénommée Havana Club Holding SA (HCH), dont Pernod Ricard est actionnaire. Dans quelques pays, dont les États-Unis, le titulaire en est une société cubaine (Cubaexport). Les droits de propriété portant sur cette marque sont actuellement contestés, en particulier aux États-Unis et en Espagne, par une société concurrente de Pernod Ricard.

Une loi américaine relative aux conditions de protection des marques précédemment utilisées par des entreprises nationalisées par le régime castriste a été adoptée en 1998, puis dénoncée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2002. Mais à ce jour les États-Unis n'ont pas modifié leur législation afin de se conformer à la décision de l'OMC.

1. L'OFAC (Bureau de contrôle des actifs étrangers aux États-Unis) a estimé que cette même loi avait pour effet d'empêcher tout renouvellement de la marque « Havana Club », détenue aux États-Unis par la société Cubaexport. En août 2006, conformément aux directives de l'OFAC, l'Office Américain des Brevets et des Marques (USPTO) a refusé le renouvellement de la marque « Havana Club » déposée par Cubaexport. Cubaexport a adressé une requête au Directeur de l'USPTO visant à infirmer cette décision de non-renouvellement et a intenté une procédure distincte à l'encontre de l'OFAC devant le Tribunal Fédéral du District de Columbia contestant la décision de l'OFAC ainsi que les textes législatifs et réglementaires appliqués par ce dernier. Le 30 mars 2009, le Tribunal du District de Columbia déboutait Cubaexport de ses demandes. Cubaexport ayant interjeté appel de ce jugement, l'audience a eu lieu le 24 septembre 2010 et le Tribunal pourrait rendre sa décision courant du premier semestre 2011. La requête de Cubaexport contre la décision de l'USPTO est suspendue dans l'attente d'une décision définitive dans la procédure opposant Cubaexport à l'OFAC.
2. Une société concurrente du Groupe a saisi l'USPTO, sollicitant l'annulation du dépôt de la marque « Havana Club » effectué au nom de la société Cubaexport. Le 29 janvier 2004, l'USPTO a rejeté cette action, refusant ainsi l'annulation du dépôt de la marque. Cette décision ayant fait l'objet d'un appel, une procédure judiciaire est actuellement en cours devant le Tribunal Fédéral du District de Columbia. Cette procédure est suspendue dans l'attente de la décision de l'USPTO concernant la requête susvisée de Cubaexport (laquelle, comme indiqué ci-dessus est suspendue dans l'attente d'une décision définitive dans la procédure opposant Cubaexport à l'OFAC).
3. En août 2006, cette société concurrente a lancé sur le marché américain un rhum de marque « Havana Club » fabriqué à Porto Rico. Pernod Ricard USA a intenté une action judiciaire devant le Tribunal du District du Delaware au motif que la société concurrente allègue à tort être titulaire de la marque « Havana Club » et que cette affirmation inexacte, ainsi que l'utilisation de la marque « Havana Club » pour un rhum non cubain, sont trompeuses pour le consommateur et devraient par conséquent être interdites. En avril 2010, le Tribunal du District du Delaware a débouté Pernod Ricard USA, qui a interjeté appel de ce jugement. Une décision pourrait intervenir d'ici la fin de l'année 2011.
4. En juin 2005, le Tribunal de Première Instance espagnol a confirmé les droits de HCH sur la marque « Havana Club » suite à une procédure engagée en 1999, notamment par cette même société concurrente. Les demandeurs ont fait appel devant la Cour Provinciale de Madrid, qui a rejeté leurs demandes en février 2007. Ils se sont pourvus en cassation devant la Cour Suprême espagnole qui a rejeté toutes leurs demandes dans une décision rendue le 3 février 2011.

Stolichnaya

Des sociétés, qui représenteraient les intérêts de la Fédération de Russie sur des questions liées à la propriété des marques de vodka aux États-Unis, ont cité à comparaître devant le Tribunal de Première Instance du District Sud de New York les sociétés Allied Domecq International Holdings B.V., Allied Domecq Spirits & Wine USA, Inc., SPI Spirits et d'autres parties. Dans le cadre de cette procédure, les demandeurs remettaient en cause la propriété qu'avait à l'époque Allied Domecq International Holdings B.V. sur la marque « Stolichnaya » aux États-Unis et demandaient des dommages et intérêts sur la base des ventes de vodka par Allied Domecq aux États-Unis ainsi que le reversement de tous les bénéfices réalisés. Le 31 mars 2006, le Juge George Daniels a débouté les demandeurs de toutes leurs actions relatives à la propriété qu'avait à l'époque Allied Domecq International Holdings B.V. sur la marque « Stolichnaya » aux États-Unis. Les demandeurs ont par la suite interjeté appel devant la « United States Court of Appeals for the Second Circuit » de la partie de la décision du 31 mars 2006 ayant rejeté leur demande de reconnaissance de propriété sur la marque ainsi que leurs plaintes pour contrefaçon de la marque et pour fraude (et le rejet de certaines réclamations contre des entités du Groupe SPI).

Le 8 octobre 2010, la Cour d'Appel a rejeté toute accusation de fraude et d'enrichissement indu à l'encontre des défendeurs mais a néanmoins accordé aux demandeurs la possibilité de poursuivre, à nouveau devant le Tribunal de première instance, leur action pour contrefaçon, appropriation illicite de la marque et concurrence déloyale. Le Tribunal a fixé un calendrier pour, d'une part, le dépôt par les demandeurs d'une troisième plainte modifiée et, d'autre part, la réponse par les défendeurs à cette plainte. Les défendeurs prévoient de déposer une demande de rejet de cette troisième plainte modifiée. Une décision est attendue en 2011 ou 2012 sur cette demande de rejet.

Origine de Stolichnaya

Le 18 octobre 2006, Russian Standard Vodka (USA), Inc. et Roust Trading Limited ont intenté une action contre Allied Domecq Spirits & Wine USA, Inc. (« ADSW USA ») et Pernod Ricard USA, LLC (« PR USA ») devant le Tribunal de Première Instance du District Sud de New York. Le 4 décembre 2006, les demandeurs ont mis en cause S.P.I. Group SA et S.P.I. Spirits (Cyprus) Limited (conjointement « SPI »). Les demandeurs allèguent que les défendeurs se sont livrés à des actes de publicité mensongère, prohibés par le droit fédéral et le droit de l'État de New York, ainsi qu'à des pratiques illicites et des actes de concurrence déloyale, d'une part, par la publicité et la promotion de la vodka « Stolichnaya » en tant que « vodka russe » et, d'autre part, par des affirmations faites sur leur site Internet et dans le cadre de campagnes de publicité. Les demandeurs avaient cherché à obtenir un jugement déclaratoire affirmant qu'ils n'avaient pas commis d'actes de publicité mensongère aux termes de leurs déclarations publiques mettant en cause l'origine russe de la vodka « Stolichnaya ». Ils avaient également demandé réparation de l'ensemble des préjudices subis ainsi que le reversement de tous les bénéfices réalisés. Les parties ont ensuite commencé la procédure de *discovery* et déposé un certain nombre de requêtes.

Le 7 avril 2010, ADSW USA et PR USA sont parvenues à un accord avec les plaignants, aux termes duquel toutes les plaintes ont été définitivement rejetées, sans aucune reconnaissance de responsabilité ni paiement par aucune des parties à l'égard de l'autre.

Litiges commerciaux

Plainte déposée par la République de Colombie contre Pernod Ricard, Seagram et Diageo

En octobre 2004, la République de Colombie, ainsi que diverses administrations régionales colombiennes, ont intenté un procès à Pernod Ricard, Pernod Ricard USA LLC, Diageo Plc, Diageo North America Inc. (anciennement dénommée Heublein Inc., puis UDV North America Inc., puis Guinness UDV America Inc.), United Distillers Manufacturing Inc., IDV North America Inc. et Seagram Export Sales Company Inc devant le Tribunal de Première Instance du District Est de New York (le « Tribunal de Première Instance »).

Les plaignants prétendent que les sociétés visées ci-dessus auraient commis un acte de concurrence déloyale à l'encontre du gouvernement colombien et de ses administrations régionales (qui détiennent le monopole constitutionnel de production et de distribution des spiritueux) en vendant leurs produits par l'intermédiaire de circuits de distribution illicites et en recevant des paiements de sociétés impliquées dans le blanchiment d'argent. Pernod Ricard conteste cette plainte.

Les défendeurs ont demandé le rejet de cette plainte pour plusieurs motifs, arguant notamment que le Tribunal de Première Instance n'est pas compétent pour connaître de ce litige, qu'il serait plus approprié de le plaider en Colombie, et que la plainte n'est pas fondée en droit. Le 19 juin 2007, le Tribunal de Première Instance a partiellement accepté et partiellement rejeté la demande des défendeurs, visant au rejet de la plainte.

Le 18 janvier 2008, la « United States Court of Appeals for the Second Circuit » a refusé de réexaminer la décision du Tribunal de Première Instance.

La procédure de *discovery* est actuellement en cours pour les plaintes des demandeurs non rejetées par le Tribunal de Première Instance. Pernod Ricard va continuer à se défendre fermement contre ces allégations.

Le 21 septembre 2009, Diageo et Pernod Ricard ont chacun reçu 10 millions de dollars américains de Vivendi SA et Vivendi I Corp. en contrepartie d'une décharge de responsabilité de ces dernières s'agissant de certains dommages et intérêts résultant éventuellement du litige et fondés sur les actions de Seagram avant son acquisition par Pernod Ricard et Diageo.

Droits d'accises en Turquie

Allied Domecq Istanbul İç ve Dis Ticaret Ltd.Sti. (« Allied Domecq Istanbul »), comme ses concurrents, est impliqué dans un litige douanier portant sur la valeur douanière de certaines importations en Turquie. Le point essentiel porte sur la question de savoir si le prix de vente en « *Duty Free* » peut être utilisé pour les formalités de déclaration de la valeur douanière à l'importation en Turquie. À ce jour, l'administration des douanes a déclenché une procédure judiciaire à l'encontre de la société Allied Domecq Istanbul en Turquie pour non-respect des règles douanières lors de 249 importations. Allied Domecq Istanbul défend activement sa position dans ce litige.

Une loi d'amnistie fiscale a été votée le 12 février 2011 par le Parlement Turc. Allied Domecq Istanbul attend la promulgation de cette loi et ses mesures d'application pour pouvoir en mesurer les impacts quant à l'issue de ce litige.

Droits d'accises en Inde

Pernod Ricard India (P) Ltd est impliquée dans un litige avec les douanes indiennes portant sur la valeur déclarée du concentré de boisson alcoolique (CAB) importé par Seagram India. Les douanes contestent les valeurs déclarées en faisant valoir que certains concurrents utilisent des valeurs différentes pour l'importation de produits similaires. Ce litige a été soumis à la Cour Suprême qui a rendu le 26 juillet 2010 une décision fixant les principes à retenir pour déterminer les valeurs servant de base aux droits à payer. Pernod Ricard India (P) Ltd s'est d'ores et déjà acquittée des montants correspondants sur la période antérieure à 2001 et s'emploie activement à finaliser avec les autorités les évaluations prévisionnelles restantes.

A l'exception des procédures décrites ci-dessus, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 6 derniers mois des effets significatifs sur la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Les litiges mentionnés ci-avant ne font l'objet de provisions, qui sont le cas échéant comptabilisées en autres provisions pour risques et charges (cf. Note 11) que s'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation des provisions correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources permettant l'extinction de cette obligation.

Note 17. – Parties liées.

Au cours du premier semestre clos le 31 décembre 2010, les relations entre le Groupe et les sociétés liées sont restées comparables à celles de l'exercice clos le 30 juin 2010, mentionnées dans le rapport annuel. En particulier, aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de cette période.

Note 18. – Événements post-clôture.

Absence d'événements post-clôture.

IV. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Comptes consolidés semestriels condensés – période du 1er juillet au 31 décembre 2010

Au Conseil d'administration,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Pernod Ricard, relatifs à la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 17 février 2011

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Mazars

Marc de Villartay

Loïc Wallaert